



ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

DE LA NEUVIÈME SESSION ORDINAIRE

DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

[Communiqué de presse GA/1130 du 3 septembre 1954; ce communiqué est destiné à l'information et ne constitue pas un document officiel]

Le Règlement intérieur de l'Assemblée générale stipule que le Secrétaire général établit l'ordre du jour provisoire d'une session ordinaire et le communique aux Membres de l'Organisation, soixante jours au moins avant l'ouverture de la session.

L'ordre du jour provisoire de la neuvième session de l'Assemblée qui s'ouvrira au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 21 septembre à 15 heures, a été publié le 23 juillet dernier (A/2667). Il contient cinquante-quatre points. En outre, une liste supplémentaire de treize questions a été publiée le 2 septembre (A/2715).

Conformément au Règlement intérieur, l'ordre du jour provisoire d'une session ordinaire comporte : a) le rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation ; b) les rapports des trois Conseils, de la Cour internationale de Justice, des organes subsidiaires de l'Assemblée et de certaines institutions spécialisées ; c) les questions que l'Assemblée, lors d'une session précédente, a décidé d'inscrire à son ordre du jour ; d) les questions proposées par les autres organes des Nations Unies ; f) les questions relatives au budget de l'exercice suivant et le rapport sur les comptes de l'exercice écoulé ; g) les questions que le Secrétaire général juge opportun d'évoquer devant l'Assemblée générale ; h) les questions proposées par les Etats non membres de l'Organisation.

Un article du Règlement prévoit que tout membre ou organe principal de l'Organisation ou le Secrétaire général

peut, trente jours au moins avant la date fixée pour l'ouverture d'une session ordinaire, demander l'inscription de *questions supplémentaires* à l'ordre du jour. Ces questions figurent sur une liste supplémentaire qui est communiquée aux Membres de l'Organisation vingt jours au moins avant la date fixée pour l'ouverture de la session.

Le Règlement prévoit également que des *questions nouvelles* « présentant un caractère d'importance ou d'urgence », proposées pour inscription à l'ordre du jour moins de trente jours avant l'ouverture d'une session ordinaire ou au cours d'une session ordinaire, peuvent y être ajoutées en vertu d'une décision prise à la majorité des Membres présents et votants. L'examen d'une question nouvelle ne peut avoir lieu avant qu'un délai de sept jours ne se soit écoulé à compter de son inscription à l'ordre du jour et qu'une commission n'ait déposé un rapport sur cette question, à moins que l'Assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants.

On trouvera ci-dessous la liste des points de l'ordre du jour provisoire de la neuvième session ordinaire de l'Assemblée et de la liste supplémentaire dans l'ordre où ils figurent sur ces documents. Cette classification ne préjuge pas l'ordre dans lequel les questions seront traitées par l'Assemblée. Les annotations figurant sous chaque question sont des indications supplémentaires non officielles, données à titre d'information.

POINTS INSCRITS A L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

1. Ouverture de la session par le Chef de la délégation de l'Inde

Le Chef de la délégation dans laquelle avait été choisi le Président de la session précédente occupe la présidence jusqu'à ce que l'Assemblée ait élu le Président de la nouvelle session. Mme Vijaya Lakshmi Pandit a présidé la huitième session ordinaire. Cette session n'est pas encore officiellement close.

2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation

Aux termes de l'article 64 du Règlement intérieur, « immédiatement après l'ouverture de la première séance plénière et immédiatement après la clôture de la dernière session plénière, le Président invitera les représentants à observer une minute de silence, consacrée à la prière ou à la méditation ».

3. Constitution de la Commission de vérification des pouvoirs.

Cette Commission est constituée sur proposition du Président de chaque session. Composée de neuf membres, elle examine les pouvoirs des représentants des Etats et fait rapport à l'Assemblée plénière.

4. Election du Président

Le Président est élu au scrutin secret à la majorité simple. Il ne peut être fait de présentation de candidature. Voici la liste des personnalités qui ont présidé à une session de l'Assemblée : M. Paul-Henri Spaak (Belgique), première session ordinaire ; M. Oswaldo Aranha (Brésil), première session extraordinaire et deuxième session ordinaire ; M. José Arce (Argentine), deuxième session extraordinaire ; M. Herbert V. Evatt (Australie), troisième session ordinaire ; M. Carlos P. Romulos (Philippines), quatrième session ordinaire ; M. Nasrollah Entezam (Iran), cinquième session ordinaire ; M. Luis Padilla Nervo (Mexique), sixième session ordinaire ; M. Lester B. Pearson (Canada), septième session ordinaire ; Mme Vijaya Lakshmi Pandit (Inde), huitième session ordinaire.

5. Constitution des grandes Commissions et election de leur bureau

Il y a six grandes Commissions qui sont : la Première Commission (questions politiques et de sécurité) ; la Deuxième Commission (questions économiques et financières) ; la Troisième Commission (questions sociales, humanitaires et culturelles) ; la Quatrième Commission (questions de tutelle et des territoires non autonomes) ; la Cinquième Commission (questions administratives et budgétaires) ; la Sixième Commission (questions juridiques).

Les soixante Etats Membres sont représentés dans chacune des Commissions auxquelles sont renvoyées les questions à l'ordre du jour qui relèvent de leur compétence.

L'Assemblée traite parfois certaines questions sans les renvoyer en commission. Les grandes Commissions délibèrent sur chaque question dans ses détails et soumettent des rapports avec des projets de résolutions et leurs conclusions aux séances plénières auxquelles l'Assemblée prend ses décisions définitives. Les décisions de l'Assemblée générale sur les questions importantes sont prises à la majorité de deux tiers des Membres présents et votants. Par contre, dans les Commissions, les décisions sont prises à la majorité simple, sauf lorsqu'il s'agit d'ouvrir à nouveau le débat sur une question. Dans ce cas, une majorité des deux tiers est nécessaire.

Un nombre important des points de l'ordre du jour étant de caractère essentiellement politique, l'Assemblée a décidé depuis sa deuxième session de créer une Commission politique spéciale pour aider la Première Commission dans ses travaux. Au cours de la septième session, l'Assemblée a décidé que le Président de la Commission politique spéciale participerait avec droit de vote aux délibérations du Bureau de l'Assemblée.

Dès leur constitution, les grandes Commissions tiennent au début de la session de brèves séances dans la salle de l'Assemblée afin de procéder à l'élection de leurs président, vice-président et rapporteurs.

6. Election des vice-présidents

L'Assemblée élit sept vice-présidents, choisis au scrutin secret et à la majorité simple. L'élection des vice-présidents se fait après celle des présidents des grandes Commissions afin d'assurer le caractère représentatif du Bureau de l'Assemblée, qui se compose du Président de l'Assemblée,

des sept vice-présidents élus et des présidents des six grandes Commissions.

7. Communication du Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte

En vertu de cet Article, le Secrétaire général, avec l'assentiment du Conseil de sécurité, porte à la connaissance de l'Assemblée, lors de chaque session, les affaires relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales dont s'occupe le Conseil de sécurité.

8. Adoption de l'ordre du jour

L'Assemblée ne procède à l'adoption de son ordre du jour qu'après avoir examiné le rapport de son Bureau sur l'ordre du jour provisoire, et ses recommandations. L'adoption de l'ordre du jour se fait à la majorité simple des membres présents et votants.

9. Ouverture de la discussion générale

La discussion générale a notamment pour but de permettre aux chefs de délégation de faire un exposé de politique générale.

10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation

En vertu de l'Article 98 de la Charte, le Secrétaire général présente chaque année un rapport sur l'activité de l'Organisation. Le présent rapport (A/2663) rend compte de l'activité des divers organes des Nations Unies pour la période du 1^{er} juillet 1953 au 30 juin 1954. Cette activité est traitée dans un ensemble de six chapitres qui concernent les questions politiques et de sécurité, les questions économiques et sociales, les questions relatives à la tutelle et aux territoires non autonomes, les questions juridiques, le développement de la compréhension du public à l'égard des Nations Unies et les questions budgétaires.

11. Rapport du Conseil de sécurité

Le rapport n'a pas encore été distribué. Il porte sur la période allant du 16 juillet 1953 au 15 juillet 1954. Il a été adopté par le Conseil de sécurité le 18 août. Aux termes de la Charte, le Conseil de sécurité soumet des rapports annuels et, le cas échéant, des rapports spéciaux à l'Assemblée générale.

12. Rapport du Conseil économique et social

Chaque année, l'Assemblée générale examine l'activité du Conseil et de ses organes subsidiaires à la lumière du rapport du Conseil. Cette année, le rapport (Doc. A/2686, pas encore distribué) couvre la période du 6 août 1953 au 6 août 1954, durant laquelle le Conseil a tenu deux sessions.

D'habitude, l'Assemblée renvoie chaque chapitre du rapport à la Commission appropriée pour rapport détaillé. En plus des questions économiques, sociales et des droits de l'homme, le rapport traite des questions d'organisation et de la coordination du travail entre les Nations Unies et les institutions spécialisées.

13. Rapport du Conseil de tutelle

Le rapport annuel du Conseil (Doc. A/2680, pas encore distribué) concerne la treizième session du Conseil, qui s'est tenue du 28 janvier au 25 mars 1954, et la quatorzième session, qui s'est tenue du 2 juin au 16 juillet 1954. Le rapport rend compte de l'examen par le Conseil des

conditions existant dans les onze territoires sous tutelle : Tanganyika, Cameroun et Togo sous administration du Royaume-Uni, Cameroun et Togo sous administration de la France, Ruanda-Urundi sous administration de la Belgique, Somalie sous administration de l'Italie, Samoa occidentale sous administration de la Nouvelle-Zélande, Nauru et la Nouvelle-Guinée sous administration de l'Australie et les Iles du Pacifique sous administration des Etats-Unis.

Le rapport rend également compte de l'examen par le Conseil des pétitions qui lui ont été adressées, de l'organisation d'une prochaine mission de visite aux territoires sous tutelle d'Afrique occidentale, du problème de l'unification du Togo, des unions administratives intéressant les territoires sous tutelle, de la participation d'autochtones des territoires sous tutelle aux travaux du Conseil, etc.

14. Election de trois membres non permanents du Conseil de sécurité

Le Conseil de sécurité se compose de cinq membres permanents (Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni et U.R.S.S.) et de six membres non permanents qui sont élus par l'Assemblée générale pour une durée de deux ans. Le mandat de la Colombie, du Danemark et du Liban expire à la fin de 1954. L'Assemblée procédera à leur remplacement par élection au scrutin secret et à la majorité des deux tiers. Les membres sortants ne sont pas immédiatement rééligibles.

Les trois autres membres non permanents du Conseil dont le mandat ne viendra à expiration qu'à la fin de 1955 sont le Brésil, la Nouvelle-Zélande et la Turquie.

Les pays suivants ont été membres non permanents du Conseil :

Argentine (1948-49)	Grèce (1952-53)
Australie (1946-47)	Inde (1950-51)
Belgique (1947-48)	Liban (1953-54)
Brésil (1946-47, 1951-52, 1954-55)	Mexique (1946)
Canada (1948-49)	Pays-Bas (1946, 1951-52)
Chili (1952-53)	Nouvelle - Zélande (1954-1955)
Colombie (1947-48, 1953-1954)	Norvège (1949-50)
Cuba (1949-50)	Pakistan (1952-53)
Danemark (1953-54)	Pologne (1946-47)
Equateur (1950-51)	Syrie (1947-48)
Egypte (1946, 1949-50)	Turquie (1951-52, 1954-55)
	R.S.S. d'Ukraine (1948-49)
	Yougoslavie (1950-51)

15. Election de six membres du Conseil économique et social

La composition du Conseil économique et social, qui comprend dix-huit membres, est renouvelée tous les ans par tiers à l'expiration du mandat de trois ans de six de ses membres. L'élection des six nouveaux membres se fait au scrutin secret et à la majorité des deux tiers. Les membres sortants sont immédiatement rééligibles.

La présente composition du Conseil est la suivante : Argentine, Australie, Belgique, Chine, Cuba, Tchécoslovaquie, Equateur, Egypte, France, Inde, Norvège, Pakistan, Turquie, Royaume-Uni, Etats-Unis, U.R.S.S., Venezuela et Yougoslavie.

Les six membres dont le mandat expire à la fin de cette année sont : Argentine, Belgique, Chine, Cuba, Egypte et France.

16. Election de membres de la Cour internationale de Justice :

a) Election d'un membre de la Cour en vue de pourvoir le siège devenu vacant par suite du décès de Sir Benegal Rau ;

b) Election de cinq membres de la Cour.

Lors de sa séance du 28 juillet, le Conseil de sécurité avait adopté une résolution prenant note avec regret de la mort de Sir Benegal Rau, juge à la Cour internationale de Justice, et avait décidé que l'élection destinée à pourvoir à son remplacement aurait lieu au cours de la neuvième session de l'Assemblée, avant les élections régulières destinées à remplacer les cinq juges dont les fonctions prendront fin le 5 février 1955. Aux termes de la Charte, les élections à la Cour internationale de Justice prennent place simultanément à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité. On trouvera dans le document A/2668-S/3270 la liste des candidats nommés par les groupes nationaux pour élection au siège rendu vacant par le décès de Sir Benegal Rau.

Les cinq juges dont les fonctions prennent fin en 1955 sont : Sir Arnold Duncan McNair (Royaume-Uni), Jose Gustavo Guerrero (Salvador), Alejandro Alvarez (Chili), Jules Basdevant (France) et Levi Fernandes Carneiro (Brésil). Le document A/2695-S/3281 et Add.1 contient une liste des candidats nommés par les groupes nationaux pour pourvoir aux sièges vacants.

17. Question de Corée

a) Rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée (Résolution 376 [V] du 7 octobre 1950)

La Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée a été créée par l'Assemblée générale le 7 octobre 1950. Elle se compose des représentants de l'Australie, du Chili, des Pays-Bas, du Pakistan, des Philippines, de la Thaïlande et de la Turquie. L'une de ses fonctions est de représenter l'Organisation des Nations Unies dans la tâche qui consiste à établir un gouvernement unifié, indépendant et démocratique pour l'ensemble de la Corée. Son rapport annuel à l'Assemblée générale n'a pas encore été publié.

Au cours de sa huitième session, le 8 décembre 1953, l'Assemblée générale avait adopté une résolution aux termes de laquelle elle ajournait sa huitième session et priait sa Présidente de convoquer de nouveau la huitième session avec l'assentiment de la majorité des Etats Membres « a) si elle estime que l'évolution de la situation concernant la question de Corée justifie cette convocation ou b) si un ou plusieurs Etats Membres lui demandent de convoquer à nouveau l'Assemblée générale, en raison de l'évolution de la situation concernant la question de Corée ».

Le 10 janvier 1954, le Gouvernement de l'Inde a demandé que la huitième session de l'Assemblée soit à nouveau convoquée. Dans sa communication, le Gouvernement de l'Inde, préoccupé par la question coréenne en raison du fait que l'Inde avait assumé la présidence de la Commission neutre de rapatriement et de la présence de troupes indiennes pour la surveillance de la zone démilitarisée, était aussi très préoccupé par le fait que cette question avait fait peu de progrès en direction des objectifs fixés par les Nations Unies depuis la signature d'accord d'armistice.

Se conformant à la résolution adoptée par l'Assemblée générale, la Présidente de l'Assemblée demandait au Secrétaire général d'obtenir l'avis des Etats Membres sur la demande de l'Inde de convoquer à nouveau la huitième

session. Au 29 janvier 1954, date limite à laquelle les réponses pouvaient être envoyées, vingt-deux Etats Membres avaient envoyé une réponse favorable et vingt-huit une réponse défavorable. La majorité requise aux termes de la résolution adoptée par l'Assemblée le 8 décembre 1953 n'ayant pas été obtenue, l'Assemblée n'a pas été convoquée.

b) Rapport de l'Agent général des Nations Unies pour le relèvement de la Corée (Résolution 410 [V] du 1^{er} décembre 1950)

L'Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée a été créée par la Résolution du 1^{er} décembre 1950. Le premier Agent général désigné fut M. Donald Kingsley ; M. John Coulter lui a succédé le 16 mai 1953. L'Agent général est assisté d'un Comité consultatif composé des représentants du Canada, de l'Inde, du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de l'Uruguay. Le financement des activités de l'Agence est assuré par des contributions volontaires des Etats Membres. Le rapport de l'Agence à l'Assemblée n'a pas encore été publié.

Au cours de sa huitième session, le 7 décembre 1953, l'Assemblée générale avait noté que les programmes de l'Agence apportent des bienfaits appréciables aux populations sinistrées de Corée et avait félicité l'Agent général pour son œuvre. Elle avait approuvé le programme de l'Agence jusqu'au 1^{er} juillet 1955 mais avait noté avec inquiétude que l'on ne dispose pas de fonds suffisants pour mettre les programmes de l'Agence à exécution. Elle avait donc demandé à tous les gouvernements d'étudier immédiatement la possibilité de verser promptement les sommes qu'ils se sont déjà engagés à verser ou d'apporter des contributions dans les limites de leurs ressources financières, s'ils ne l'ont pas encore fait. L'Assemblée priait les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales de fournir toute l'assistance possible à l'Agence. Enfin, elle priait le Comité de négociation des fonds extra-budgétaires d'entamer des négociations avec les gouvernements touchant leurs engagements au titre de l'Agence.

18. Rapport du Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (Résolutions 302 [IV] du 8 décembre 1949 et 720 [VIII] du 27 novembre 1953)

Au cours de sa sixième session, le 26 janvier 1952 à Paris, l'Assemblée avait approuvé un programme de secours et de réintégration de 250 millions de dollars répartis sur trois ans. L'année dernière, l'Assemblée constatait que les prévisions concernant l'exécution de travaux dans le cadre du programme ne se sont pas réalisées et que « la situation des réfugiés ne cesse de causer de graves inquiétudes ». L'Assemblée prolongeait le mandat de l'Office de secours et de travaux jusqu'au 30 juin 1955 et décidait d'examiner à nouveau son programme à la neuvième session de l'Assemblée générale. Un budget pour les secours de 24.800.000 dollars était autorisé pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1954 et un budget provisoire de 18 millions de dollars pour les secours pour l'exercice financier qui sera clos le 30 juin 1955.

Le financement des activités de l'Office est assuré par des contributions volontaires des Etats Membres.

L'Office apporte son aide à plus de 886.000 réfugiés en Egypte, au Liban, en Syrie et en Jordanie.

Le Directeur de l'Office, M. Henry Labouisse (Etats-Unis), est assisté d'une Commission consultative composée des représentants de la Belgique, de l'Egypte, de la France, de la Jordanie, du Liban, de la Turquie, de la Syrie, du Royaume-Uni et des Etats-Unis. La Belgique et le Liban sont devenus membres de cette Commission cette année. La nomination de M. Labouisse a été annoncée par le Secrétaire général en mai 1954. Le Directeur adjoint,

M. Leslie Carver, a fait fonction de directeur depuis la démission de M. John B. Blandford l'année dernière. Le rapport du Directeur à la neuvième session de l'Assemblée n'a pas encore été publié.

19. Méthodes que l'on pourrait utiliser pour maintenir et consolider la paix et la sécurité internationales conformément aux buts et principes de la Charte : rapport de la Commission chargée des mesures collectives (Résolution 703 [VII] du 17 mars 1953)

La Commission chargée des mesures collectives, établie par la résolution de l'Assemblée générale intitulée « L'Union pour le maintien de la paix », adoptée en 1950, avait été, en mars 1953, chargée « de poursuivre les études qu'elle jugera utiles pour renforcer l'aptitude de l'Organisation des Nations Unies à maintenir la paix... » et de rendre compte à l'Assemblée et au Conseil de sécurité pour la neuvième session. Le rapport de la Commission (document A/2713-S/3283) contient une série de principes généraux qui, selon la Commission, pourraient être utiles au Conseil de sécurité et à l'Assemblée dans le cas où les Nations Unies entreprendraient dans l'avenir une action collective.

Depuis sa création, la Commission compte les quatorze membres suivants : Australie, Belgique, Brésil, Birmanie, Canada, Egypte, France, Mexique, Philippines, Turquie, Royaume-Uni, Etats-Unis, Venezuela et Yougoslavie.

20. Réglementation, limitation et réduction équilibrée de toutes les forces armées et de tous les armements : rapport de la Commission du désarmement (Résolution 715 [VIII] du 28 novembre 1953)

L'année dernière l'Assemblée générale avait suggéré à la Commission du désarmement d'étudier l'opportunité de créer un comité composé des représentants des « puissances principalement intéressées » pour rechercher en privé une solution « acceptable » aux problèmes du désarmement. La Commission avait créé en avril un Sous-Comité composé du Canada, de la France, de l'U.R.S.S., du Royaume-Uni et des Etats-Unis qui s'est réuni dix-neuf fois à Londres et a soumis un rapport à la Commission du désarmement en juillet. La Commission du désarmement à son tour a établi un rapport à l'Assemblée générale auquel elle a attaché le rapport du Sous-Comité et, à la requête de l'Inde, le texte des propositions soumises en avril dernier par le Premier Ministre de l'Inde. Ces propositions comprenaient notamment « une sorte d'accord de *statu quo* en ce qui concerne les explosions expérimentales d'engins nucléaires même s'il faut attendre que des accords plus précis interviennent entre les principales parties intéressées pour arrêter la production et l'accumulation des bombes » (Documents DC/53 et 55).

21. Admission de nouveaux membres : rapport de la Commission de bons offices (Résolution 718 [VIII] du 23 octobre 1953)

A sa dernière session l'Assemblée générale a établi une Commission de bons offices composée de l'Egypte, des Pays-Bas et du Pérou « habilitée à consulter les membres du Conseil de sécurité en vue de rechercher la possibilité de parvenir à un accord qui faciliterait l'admission de nouveaux membres conformément à l'Article 4 de la Charte ».

La Commission n'a pas encore soumis son rapport.

22. Traitement des personnes d'origine italienne établies en Union Sud-Africaine : rapport de la Commission de bons offices des Nations Unies (Résolution 719 [VIII] du 11 novembre 1953)

L'Assemblée, qui traite de cette question depuis 1946, avait, en 1952, créé une Commission de bons offices com-

posée des représentants de Cuba, de la Syrie et de la Yougoslavie pour aider aux négociations entre le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine et les Gouvernements de l'Inde et du Pakistan aux fins de parvenir à une solution satisfaisante du problème, conformément aux principes et aux buts de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

La Commission avait fait savoir à l'Assemblée l'année dernière qu'elle n'avait pas été à même de s'acquitter de sa mission, parce que l'Afrique du Sud avait refusé d'avoir recours à elle. L'Assemblée avait décidé de proroger la Commission et avait notamment prié instamment le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine de lui apporter sa coopération. La Commission devait rendre compte à la neuvième session de l'Assemblée des progrès réalisés et faire connaître ses vues sur le problème ainsi que toutes propositions qui, à son avis, permettraient d'aboutir à un règlement pacifique.

Le rapport de la Commission de bons offices n'a pas encore été publié.

23. Question du conflit racial en Afrique du Sud provoqué par la politique d'apartheid du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine : rapport de la Commission des Nations Unies chargée d'étudier la situation raciale dans l'Union Sud-Africaine (Résolution 721 [VIII] du 8 décembre 1953)

En 1952, l'Assemblée générale avait chargé une Commission de trois membres d'étudier la situation raciale dans l'Union Sud-Africaine et de présenter ses conclusions à la huitième session. Dans son rapport, cette Commission concluait que la politique raciale de l'Union Sud-Africaine et les conséquences qui en découlent sont contraires à la Charte et à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

L'Assemblée avait demandé à la Commission de poursuivre son étude « du point de vue des diverses incidences de cette situation sur les populations intéressées » et « en relation avec les dispositions de la Charte et notamment avec celles de l'Article 14 ». (D'après l'Article 14 « ... l'Assemblée générale peut recommander les mesures propres à assurer l'ajustement pacifique de toute situation, quelle qu'en soit l'origine, qui lui semble de nature à nuire au bien général ou à compromettre les relations amicales entre nations... ».) La Commission était également priée « de suggérer des mesures qui contribueraient à détendre la situation et favoriseraient un règlement pacifique ». Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine était invité à apporter son entière collaboration à la Commission.

La Commission, qui s'est réunie à Genève, n'a pas encore soumis son rapport.

24. Nomination des membres de la Commission d'observation pour la paix (Résolution 696 [VII] du 6 novembre 1952)

En 1950, par sa résolution intitulée « L'Union pour le maintien de la paix », l'Assemblée générale avait créé une Commission d'observation pour la paix composée des quatorze membres suivants : Chine, Colombie, États-Unis, France, Inde, Irak, Israël, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Royaume-Uni, Suède, Tchécoslovaquie, U.R.S.S. et Uruguay. Cette Commission était chargée « d'observer la situation dans toute région où il existe un état de tension internationale dont la prolongation risquerait de mettre en danger la paix et la sécurité internationales ». Ces membres, nommés pour deux ans, ont vu leur mandat prolongé de deux autres années en 1952. Ce mandat expire donc à la fin de 1954.

25. Développement économique des pays sous-développés :

a) Question de la création d'un fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique : Résumé, établi par le Secrétaire général, des observations présentées par les gouvernements au sujet du rapport du Comité des neuf, rapport de M. Raymond Scheyven, et rapport du Conseil économique et social (Résolution 724 B [VIII] du 7 décembre 1953)

Cette question concerne la création éventuelle d'un fonds spécial en vue de l'octroi aux pays insuffisamment développés de subventions et de prêts à faible intérêt et à long terme pour les aider à accélérer leur développement économique et à financer les projets non amortissables qui sont d'une importance fondamentale pour ce développement.

Un Comité de neuf experts a établi des plans détaillés sur la création et le fonctionnement d'un tel fonds, en avril 1952. Ces experts avaient recommandé que le fonds soit financé par des contributions volontaires des gouvernements et ne soit créé que lorsque trente pays au moins se seraient engagés à verser l'équivalent d'une somme minimale de 250 millions de dollars pour la mise en route de ce plan.

L'année dernière, l'Assemblée a demandé que l'étude de cette question soit poursuivie et a invité les gouvernements à faire connaître l'importance de l'appui moral et matériel que l'on peut espérer de leur part en faveur du fonds envisagé. L'Assemblée avait d'autre part demandé au Président du Conseil économique et social, qui était alors M. Raymond Scheyven (Belgique), d'examiner les observations des gouvernements.

M. Scheyven a présenté à la dix-huitième session du Conseil à Genève un rapport intérimaire (document E/2599). Il a annoncé au Conseil que seulement trente-six réponses lui étaient parvenues sur les quatre-vingt-six attendues des gouvernements. Certains pays industrialisés n'étaient pas disposés à aider à la création du fonds tant qu'un désarmement général n'aurait pas permis de réaliser des économies. Tel était le cas du Canada, de la République fédérale d'Allemagne, de la Nouvelle-Zélande, de la Suède, de la Suisse, du Royaume-Uni et des États-Unis. D'autres pays industrialisés pensaient que ce serait une erreur d'attendre une réduction générale des armements pour établir le fonds mais que les résultats obtenus dans le désarmement auraient une influence sur leurs contributions. Ce sont les pays suivants : Australie, Belgique, Danemark, France, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas et Norvège.

Le Conseil a adopté à l'unanimité une résolution recommandant à l'Assemblée d'insister pour que les gouvernements révisent leurs positions et pour que l'Assemblée prolonge le mandat de M. Scheyven.

b) Question de la création d'une société financière internationale : Rapport du Conseil économique et social (Résolution 724 C 1 [VIII] du 7 décembre 1953)

La création d'une société financière internationale destinée à favoriser le financement d'entreprises privées productives dans les pays insuffisamment développés est une autre proposition étudiée par l'Assemblée à sa huitième session. Après avoir étudié les rapports (documents E/2215 et E/2441) de la Banque internationale au sujet de la création d'une telle société, l'Assemblée avait demandé à la Banque de poursuivre l'étude de cette question et d'analyser les questions soulevées et les vues exprimées. Elle priait aussi les gouvernements qui ne l'avaient pas fait d'examiner le plus tôt possible les avantages que présenterait la création de la société et de faire connaître leur

réponse à temps pour la dix-huitième session du Conseil économique et social.

Au cours de cette dix-huitième session, le Conseil a examiné le nouveau rapport (E/2616) de la Banque, qui montre que la situation est restée pratiquement ce qu'elle était il y a un an, et que les pays dont dépendrait nécessairement le financement de la société n'étaient pas disposés pour l'instant à y souscrire. Certains pays considéraient même que ce projet n'était pas justifié.

Le Conseil a adopté une résolution recommandant à l'Assemblée de demander aux pays membres qui seraient à même de fournir des capitaux pour une société financière internationale de poursuivre l'étude de cette question. La Banque serait invitée à poursuivre ses consultations et à soumettre un nouveau rapport au Conseil.

c) Courant international des capitaux privés destinés au développement économique des pays sous-développés (Résolution 512 B [XVII] du Conseil économique et social, en date du 30 avril 1954)

Le Conseil avait enfin étudié, au cours de sa dix-septième session, au même titre du financement du développement économique une étude du Secrétariat intitulée « Les courants internationaux de capitaux privés 1946-1952 ». Le Conseil avait recommandé à l'Assemblée d'adopter une résolution visant à :

1. Recommander aux pays qui cherchent à attirer les capitaux privés étrangers de poursuivre leurs efforts dans le sens suivant :

a) Réexaminer, chaque fois qu'il sera nécessaire, leur ligne de conduite, leur législation et leurs pratiques administratives en vue de créer un climat plus favorable aux investissements ; éviter de recourir à des impositions excessives ; éviter les mesures discriminatoires contre les investissements étrangers ; faciliter aux détenteurs de capitaux l'importation des biens d'équipement, des machines et des autres éléments nécessaires à la réalisation de nouveaux investissements ; prendre des dispositions qui permettraient le transfert des revenus et le rapatriement du capital ;

b) Etablir, sur leur territoire et à l'étranger, des services d'information et autres moyens de faire connaître aux détenteurs de capitaux étrangers les possibilités commerciales et industrielles des pays et les lois et règlements qui y régissent les entreprises étrangères ;

c) Envisager, pour compléter leur effort en vue d'attirer les investissements privés étrangers, d'étendre les demandes d'avis et d'assistance technique qu'ils adressent à l'Organisation des Nations Unies et à ses institutions spécialisées ainsi qu'aux pays avancés du point de vue technique, à des sujets tels que :

i) Etudes économiques propres à déterminer les secteurs qui ont le plus de chances d'intéresser les détenteurs de capitaux privés et à préciser les possibilités du moment dans ces secteurs ;

ii) Elaboration de monographies relatives à des projets précis, sous une forme qui puisse retenir l'attention des détenteurs de capitaux privés ;

iii) Création de moyens qui permettent de présenter aux détenteurs de capitaux, dans les pays exportateurs de capitaux, les projets précis auxquels ils pourraient s'intéresser ;

2. Recommander aux pays qui peuvent exporter des capitaux de poursuivre leurs efforts dans le sens suivant :

a) Réexaminer, chaque fois qu'il sera nécessaire de le faire, leur ligne de conduite, leur législation et leurs

pratiques administratives en vue d'encourager le courant des capitaux privés vers les pays importateurs de capitaux ;

b) Mettre à la disposition des détenteurs de capitaux les renseignements les plus complets sur les possibilités d'investissement à l'étranger et sur les conditions et perspectives d'investissement dans les divers pays étrangers ;

c) Mettre à la disposition des pays importateurs de capitaux (entreprises et particuliers, notamment) des renseignements sur les types d'investissements auxquels s'intéressent les entreprises et les particuliers de leur pays ;

d) Insister auprès des détenteurs de capitaux sur l'importance que présente la participation du capital local dans leurs entreprises à l'étranger, chaque fois que les circonstances le permettent et s'y prêtent ;

e) Adopter, dans le cadre de leurs institutions, des mesures fiscales qui permettront de réduire progressivement la double imposition internationale en vue de parvenir à sa suppression définitive.

La résolution recommande en outre aux deux groupes de pays d'envisager la possibilité de créer dans les divers pays des sociétés d'investissement destinées à encourager la participation des détenteurs de capitaux privés.

d) Réforme agraire (Résolution 512 C 1 [XVII] du Conseil économique et social en date du 30 avril 1954)

Au cours de sa dix-septième session, le Conseil avait examiné deux rapports préparés par le Secrétaire général en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation internationale du Travail intitulés « Progrès de la réforme agraire » (Doc. E/2526) et « Le progrès rural par l'action coopérative » (Doc. E/2525).

Le Conseil avait adopté à l'unanimité une résolution sur ces deux questions. La première partie portant sur la réforme agraire invitait les gouvernements à poursuivre leurs efforts pour donner effet aussitôt que possible aux résolutions antérieures du Conseil et de l'Assemblée sur l'application de la réforme agraire et les mesures qui s'y rapportaient ; recommandait à la Banque internationale de recevoir favorablement les demandes d'emprunts de pays sous-développés destinés à des projets de mise en œuvre de leurs programmes de réforme agraire ; demandait au Secrétaire général de préparer en collaboration avec la FAO et l'ILO un rapport qui serait soumis à la vingt-deuxième session du Conseil indiquant les effets des mesures de réforme agraire sur l'emploi, la production, le niveau de vie et le développement économique en général. Finalement la résolution demandait à l'Assemblée de continuer à s'intéresser à la réforme agraire dans tous ses aspects en accordant une attention particulière au problème du financement.

(Un mémorandum du Secrétaire général (Doc. A/2702) contient un résumé de la documentation supplémentaire concernant cette question.)

26. Programmes d'assistance technique : Rapport du Conseil économique et social

a) Programme ordinaire des Nations Unies

Aux termes des résolutions de l'Assemblée générale 200 (III) de 1948, 418 (V) de 1950 et 723 (VIII) de 1953, l'Organisation des Nations Unies fournit une assistance technique limitée aux Etats Membres dans le domaine de l'administration publique, de l'assistance sociale et du développement économique. Les ressources de ce programme proviennent du budget régulier de l'Organisation. Le montant prévu pour l'année en cours est de 1.392.000 dollars.

Le Secrétaire général soumet au Conseil économique et social un rapport annuel rendant compte des travaux effectués au titre de ce programme. Le Conseil a pris note avec satisfaction du rapport courant du Secrétaire général (Doc. E/2575). L'Assemblée générale examinera à son tour le rapport du Conseil.

b) Programme élargi d'Assistance technique des Nations Unies et des institutions spécialisées

Ce Programme dont la portée est beaucoup plus vaste que celle du programme ordinaire a été inauguré en 1950. Y participent l'Organisation des Nations Unies par l'intermédiaire de son Administration de l'Assistance technique et sept institutions spécialisées: OIT, FAO, UNESCO, OACI, OMS, UIT et OMM. Ensemble, ces organisations sont à même de fournir une assistance technique aux pays sous-développés qui le désirent dans presque tous les domaines de l'activité humaine. L'activité de ces organisations est coordonnée par le Bureau de l'Assistance technique qui est composé d'un Président-Directeur et de représentants de chacune des organisations participantes, et examinée par le Comité de l'Assistance technique du Conseil économique et social. La composition de ce Comité est la même que celle du Conseil.

Les ressources du Programme élargi proviennent de contributions volontaires d'Etats Membres et non membres. Un total de 72 Etats ont promis 25.299.529 dollars pour l'année 1954. Les contributions sont versées à un Fonds spécial et réparties entre les organisations participantes.

L'Assemblée examinera un rapport du Conseil économique et social contenant les résolutions adoptées à Genève et concernant le Programme élargi.

Ces résolutions contiennent deux innovations importantes en ce qui concerne le Comité de l'Assistance technique. La première est qu'à partir du 1^{er} janvier 1955 les fonds du Programme élargi ne devraient plus être attribués aux organisations participantes sous forme de pourcentages fixés à l'avance mais sur la base des demandes soumises par les gouvernements. Selon la seconde innovation, un groupe de travail de onze membres du CAT se réunirait en même temps que le Comité pour évaluer les résultats et le rendement du Programme élargi.

Une autre résolution du Conseil prend note avec satisfaction du sixième rapport soumis par le Bureau de l'Assistance technique au Comité de l'Assistance technique (Doc. E/2566).

27. Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (Résolutions 428 [V] du 14 décembre 1950 et 728 [VIII] du 23 octobre 1953)

Dans son rapport annuel (Doc. A/2648), M. van Heuven Goedhart, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, souligne que sur les deux millions de réfugiés qui relèvent de son mandat, 350.000 environ ne sont pas encore complètement assimilés, et 88.000 d'entre eux vivent dans des camps en Europe. Le rapport trace les grandes lignes d'un programme international qui devrait permettre d'arriver à une solution permanente du problème et que le Haut-Commissaire pourrait entreprendre s'il avait les fonds nécessaires à sa disposition, soit 12 millions de dollars environ. Le Haut-Commissaire espère que l'Assemblée voudra bien autoriser le Comité de négociation pour les fonds extra-budgétaires à solliciter des contributions à son programme.

Le rapport du Haut-Commissaire a été examiné au cours de la dix-huitième session du Conseil et transmis par celui-ci à l'Assemblée avec une résolution dans laquelle le Comité note qu'une aide supplémentaire s'est avérée nécessaire pour accélérer l'application d'un programme qui

permettrait d'aboutir à des solutions permanentes et qui tiendrait compte en particulier des possibilités de réinstallation des réfugiés dans les pays d'immigration. La résolution note également que les contributions reçues par le Haut-Commissaire en réponse à ces divers appels ne lui ont pas permis de subvenir aux besoins urgents des réfugiés dont la situation est la plus précaire. La résolution traduit l'opinion du Conseil que le programme soumis par le Haut-Commissaire contient des éléments constructifs; demande au Haut-Commissaire de soumettre à l'Assemblée des renseignements supplémentaires sur ses propositions; et recommande que, dans le cas où l'Assemblée approuverait les propositions du Haut-Commissaire, le Comité de négociations pour les fonds extra-budgétaires s'entende avec les gouvernements Membres et non membres des Nations Unies sur les contributions que ceux-ci seraient prêts à verser au programme; enfin, la question de la création d'un Comité exécutif qui donnerait des directives sur l'application du programme devrait être examinée par le Conseil.

28. Liberté de l'information : Rapport du Conseil économique et social (Résolution 736 A [VIII] du 28 novembre 1953)

Ainsi que le lui avait demandé l'Assemblée générale par sa résolution 736 A (VIII), le Conseil économique et social a, à sa dix-septième session, donné la priorité à la discussion sur la liberté de l'information qui comprenait l'examen du rapport du Rapporteur sur la liberté de l'information (Doc. E/2426 et Add.1/5) et le rapport du Secrétaire général sur « l'encouragement et le développement des entreprises nationales d'information indépendantes » (Doc. E/2534).

A la suite de cette discussion, le Conseil a adopté, le 29 avril 1954, la résolution 522 (XVII) sur la liberté de l'information. Dans la première partie de cette résolution, le Conseil prie le Secrétaire général de préparer pour soumission à la dix-neuvième session du Conseil une série d'études et notamment « un programme d'action concret pour permettre au personnel d'information de tous les pays d'avoir une connaissance plus étendue des travaux de l'Organisation des Nations Unies, des pays étrangers et des affaires internationales... ». La deuxième partie de la résolution traite de la transmission des dépêches d'information envoyées à l'étranger. La troisième partie, du statut et de la liberté de mouvement des correspondants étrangers. La quatrième des droits d'auteur. La cinquième de l'indépendance du personnel d'information. La sixième de la formation professionnelle. La septième des tarifs de presse et priorités, etc.

Les recommandations du Conseil sont adressées au Secrétaire général, aux institutions spécialisées et aux gouvernements, et sauf dans un cas, ne nécessitent pas l'approbation de l'Assemblée générale. L'exception porte sur le chapitre J de la résolution : Assistance technique dans le domaine de la liberté de l'information, où le Conseil décide « sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale, d'autoriser le Secrétaire général à rendre aux Etats Membres qui le demanderaient... des services qui ne rentrent pas dans le cadre des programmes actuels d'Assistance technique... ».

29. Question de l'organisation d'une conférence professionnelle internationale chargée de rédiger le texte définitif d'un code d'honneur international à l'usage du personnel de l'information : Rapport du Secrétaire général (Résolution 736 B [VIII] du 28 novembre 1953)

En 1952, l'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général, « si un groupe représentatif des entreprises d'information et des associations professionnelles nationales et

internationales en expriment le désir, de collaborer avec lui dans l'organisation d'une conférence professionnelle internationale chargée : de rédiger et d'adopter le texte définitif d'un code d'honneur international » et de prendre toutes mesures en vue de l'application de ce code.

A sa dernière session, l'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général d'obtenir des entreprises et associations qui n'avaient pas encore répondu, une réponse à ses précédentes communications et « à condition qu'un groupe représentatif d'entreprises et d'associations en exprime le désir, à collaborer avec ce groupe dans l'organisation d'une conférence professionnelle internationale... ». L'Assemblée priait également le Secrétaire général de faire rapport sur les progrès accomplis.

Dans son rapport (Doc. A/2691) le Secrétaire général demande à l'Assemblée de décider elle-même, sur la base des réponses reçues, s'il devrait collaborer avec les groupes qui se sont prononcés en faveur de la convocation d'une telle conférence. Le Secrétaire général ajoute qu'à son avis il n'y a pour le moment aucune indication précise que les milieux professionnels soient, en majorité, favorables à cette conférence.

30. Travail forcé : Rapport du Conseil économique et social (Résolution 740 [VIII] du 7 décembre 1953)

Conformément à la résolution 740 (VIII) de l'Assemblée générale, le Conseil économique et social a, au cours de sa dix-septième session, étudié le rapport (Doc. E/2431) du Comité spécial du travail forcé. Ce Comité était composé des personnalités suivantes désignées d'un commun accord par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Directeur général du Bureau du Travail : Sir Ramaswami Mudaliar (Inde), Paal Berg (Norvège) et Enrique Garcia Sayan (Pérou). Le Comité a commencé ses travaux en 1951 et a soumis son rapport final en juin 1953. « L'enquête du Comité, dit le rapport, a révélé l'existence, dans le monde, de deux principaux systèmes de travail forcé, appliqués l'un à titre de coercition politique ou de sanction... et l'autre à des fins économiques importantes... qui menacent sérieusement les droits fondamentaux de la personne humaine et compromettent la liberté et la condition des travailleurs au mépris des dispositions et des principes de la Charte des Nations Unies. » Le Conseil a félicité le Comité spécial pour son travail, a pris acte avec satisfaction des mesures déjà prises par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail sur les recommandations du Comité spécial et a invité l'Organisation internationale du Travail à poursuivre l'examen de cette question, et à prendre toutes nouvelles mesures utiles pour l'abrogation du travail forcé dans le monde. La résolution condamne ensuite les systèmes de travail forcé appliqués à titre de coercition politique ou de sanction ; fait appel à tous les gouvernements pour qu'ils révisent leur législation et leurs pratiques administratives et demande au Secrétaire général et au Directeur du BIT de préparer un nouveau rapport pour la dix-neuvième session du Conseil. Cette résolution du Conseil a été transmise pour examen à la neuvième session de l'Assemblée.

31. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes communiqués en vertu de l'Article 73, e, de la Charte : Rapports du Secrétaire général et du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes :

a) Renseignements relatifs à la situation économique

A sa quatrième session, l'Assemblée avait invité le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes à accorder chaque année une attention particulière à l'un des trois domaines mentionnés à l'article 73, e, de la Charte. Le Comité avait donc examiné la situation dans

le domaine de l'enseignement en 1950, dans le domaine économique en 1951 et dans le domaine social en 1952. En 1953, le Comité a examiné la situation dans le domaine de l'enseignement, particulièrement les points qui avaient retenu son attention en 1950, mais aussi un certain nombre de problèmes supplémentaires parmi lesquels le développement de l'enseignement primaire féminin.

Cette année, le Comité, qui s'est réuni le 20 août pour une session de trois semaines, étudiera à nouveau les questions économiques, à la lumière du rapport de 1951 et en s'attachant tout particulièrement à l'économie rurale. Un certain nombre d'études préparées par le Secrétariat sur cette question et sur d'autres aspects importants du développement économique sont à la disposition du Comité, ainsi que des études préparées par la FAO. Le Comité soumettra son rapport à la neuvième session de l'Assemblée.

b) Renseignements relatifs à la situation dans d'autres domaines

Lorsque l'Assemblée avait invité le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes à s'intéresser plus particulièrement à une question chaque année, elle avait précisé qu'il devait le faire « sans préjudice des autres questions techniques mentionnées à l'Article 73, e, de la Charte », à savoir, les questions économiques, sociales et de l'enseignement.

c) Communications des renseignements

En 1949, l'Assemblée avait adopté une résolution notant avec satisfaction qu'un nombre croissant de membres responsables de l'administration de territoires non autonomes avaient transmis de leur propre mouvement, des renseignements relatifs à l'histoire, aux habitants, au gouvernement, et dans certains cas, sur les progrès des organes locaux de gouvernement dans les territoires non autonomes. Cette résolution exprimait l'espoir que les membres qui n'avaient pas pris cette initiative ajoutent de leur propre mouvement aux renseignements qu'ils transmettent en vertu de l'Article 73, e, de la Charte, des indications détaillées sur le gouvernement des territoires non autonomes.

d) Participation des territoires non autonomes aux travaux du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes (Résolutions 647 [VII] du 10 décembre 1952 et 744 [VIII] du 27 novembre 1953)

Dans ces résolutions, l'Assemblée prévoit un resserrement des liens entre les populations autochtones des territoires non autonomes et le Comité. Dans l'une, l'Assemblée « estime qu'il est souhaitable d'associer des représentants autochtones qualifiés... aux travaux du Comité... ». Dans l'autre, l'Assemblée invite les Etats Membres qui administrent des territoires non autonomes dont les habitants assument dans une large mesure la responsabilité de la politique suivie dans les domaines économique, social et de l'enseignement, à adjoindre à leurs délégations des représentants autochtones spécialement qualifiés pour parler de ces questions dans la mesure où elles intéressent ces territoires, tout en maintenant le principe de l'unité de représentation. La résolution invite également le Comité à continuer d'étudier les moyens de faire de plus en plus participer à ses travaux des représentants qualifiés des territoires non autonomes.

32. Cessation de la communication des renseignements visés à l'Article 73, e, de la Charte : Rapport du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes (Résolutions 222 [III] du 3 novembre 1948, 448 [V] du 12 décembre 1950, et 747 [VIII] du 27 novembre 1953)

a) Communication du Gouvernement danois concernant le Groenland

Le 14 septembre 1953, le Gouvernement du Danemark a fait savoir au Secrétaire général que, par suite d'un amendement à la constitution, intervenu le 5 juin 1953, le Groenland était devenu partie intégrante du Royaume du Danemark, avec des droits correspondant à ceux des autres parties du Danemark et que, par suite de ces changements, le gouvernement avait décidé de cesser la communication de renseignements visés à l'Article 73, e, de la Charte en ce qui concerne le Groenland. La communication envoyée par le Gouvernement du Danemark comprenait un mémorandum explicatif et des extraits de la constitution de ce pays. Il sera soumis au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

Ces documents ont été transmis en application de la résolution 222 (III) de l'Assemblée, qui demandait aux Membres qui considéraient inutile de continuer à transmettre des informations sur un territoire particulier par suite de changements intervenus dans le statut de ce territoire, d'envoyer au Secrétaire général tous les renseignements nécessaires sur le changement intervenu. Par sa résolution 448 (V), l'Assemblée demandait au Comité d'examiner les informations qui pourraient lui être transmises en application de la résolution 222 (III) et de faire rapport à l'Assemblée.

b) Autres communications

Dans sa résolution 747 (VIII), l'Assemblée invite le Gouvernement des Pays-Bas à communiquer au Secrétaire général le résultat de ses négociations avec les Antilles néerlandaises et le Surinam concernant le statut futur de ces territoires, ainsi que des renseignements sur les dispositions constitutionnelles résultant de ces négociations.

33. Election aux postes devenus vacants dans le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes (Résolution 646 [VII] du 10 décembre 1952)

Le Comité est formé d'Etats Membres qui transmettent des renseignements en vertu de l'Article 73, e, de la Charte relatifs aux territoires placés sous leur administration et d'un nombre égal d'Etats qui n'administrent pas de territoires non autonomes, et élus par la Quatrième Commission de l'Assemblée générale. Actuellement, le Comité est composé de :

Membres transmettant des renseignements : Australie, Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et Etats-Unis.

Membre élu : Brésil, Birmanie, Chine, Equateur, Guatemala, Inde, Indonésie et Irak.

Les mandats de l'Equateur et de l'Indonésie viendront à expiration à la fin de 1954, et la Quatrième Commission, au nom de l'Assemblée générale, devra pourvoir aux sièges vacants.

34. Question du Sud-Ouest africain : Rapport du Comité spécial du Sud-Ouest africain (Résolution 749 [VIII] du 28 novembre 1953)

Le problème du statut de ce territoire occupe l'Assemblée générale depuis 1946. L'année dernière, l'Assemblée a adopté une résolution créant, « en attendant qu'un accord intervienne entre les Nations Unies et l'Union Africaine », un Comité de sept membres chargé d'examiner, en se conformant dans toute la mesure du possible, à la procédure de l'ancien régime des Mandats, les rapports et pétitions concernant le Sud-Ouest africain, et de communiquer à l'Assemblée générale un rapport sur la situation du territoire.

Le Comité du Sud-Ouest africain, composé des représentants du Brésil, du Mexique, de la Norvège, du Pakistan, de la Syrie, de la Thaïlande et de l'Uruguay, a tenu 36 séances entre le 20 janvier et le 25 juin 1954. Son rapport (Doc. A/2666) comprend la correspondance échangée entre le Comité et l'Union Sud-Africaine ; le règlement provisoire du Comité ; les suggestions du Comité pour l'examen par l'Assemblée générale des rapports et pétitions concernant le territoire du Sud-Ouest africain ; le rapport et les observations du Comité en ce qui concerne les conditions politiques, économiques, sociales et celles de l'éducation dans le territoire, ainsi que des pétitions et les recommandations du Comité.

35. Question de l'unification du Togo : Rapport spécial du Conseil de tutelle (Résolution 750 [VIII] du 8 décembre 1953)

La question des Ewés a été portée pour la première fois devant les Nations Unies en 1947. Depuis, le Conseil de tutelle a traité de cette question à presque toutes ses sessions.

Les Ewés forment une tribu d'un million de personnes environ. Leur territoire est actuellement réparti entre le Togo sous administration britannique, le Togo sous administration française et la Côte de l'Or. Les Ewés ont envoyé des pétitions au Conseil de tutelle réclamant l'unification de leur tribu sous une seule administration. Les deux Autorités administrantes — le Royaume-Uni et la France — ont présenté différentes propositions à cet égard mais qui n'ont pas abouti à un accord.

La dernière Assemblée s'efforçant à nouveau d'amener une solution au problème avait adopté trois résolutions. L'une recommandait le rétablissement dans les deux territoires par suffrage universel direct d'un Conseil mixte pour les affaires togolaises disposant de pouvoirs étendus pour examiner tous les aspects du problème de l'unification des deux territoires et pour formuler des recommandations pertinentes. La deuxième résolution adoptée par l'Assemblée priait instamment les Autorités administrantes de réviser le système électoral dans les deux territoires afin de permettre à tous les adultes de voter. Cette résolution recommandait également que les partis politiques des deux territoires collaborent étroitement avec les Autorités administrantes afin d'assurer l'identification des adultes en vue des élections. La troisième résolution exprimait l'opinion que, de nouvelles modifications apportées à la constitution de la Côte de l'Or prévoyant un plus haut degré d'autonomie dans ce territoire et le Togo sous administration britannique étant administré conjointement avec celui-ci, un changement des accords de tutelle pourrait s'imposer pour ce territoire, changement qui, étant donné la demande d'unification des deux Togos, affecterait également les intérêts des habitants du Togo sous administration française.

L'Assemblée invitait le Conseil de tutelle à procéder à un nouvel examen de tous les aspects du problème qui consiste à atteindre dans les deux territoires sous tutelle les objectifs fondamentaux du régime international de tutelle.

Le rapport spécial du Conseil sera soumis à la neuvième session de l'Assemblée.

36. Rapports financiers et comptes et rapports du Comité des Commissaires aux comptes

a) Organisation des Nations Unies, exercice terminé le 31 décembre 1953

Ce rapport figure au document A/2649.

b) Fonds des Nations Unies pour l'enfance, exercice terminé le 31 décembre 1953

Ce rapport sera publié ultérieurement.

c) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, exercice terminé le 30 juin 1954

Ce rapport sera publié ultérieurement.

d) Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée, exercice terminé le 30 juin 1954

Ce rapport sera publié ultérieurement.

37. Prévisions budgétaires supplémentaires pour l'exercice financier 1954

L'Assemblée sera saisie d'un rapport du Secrétaire général, à ce sujet, pendant la session.

38. Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1955

Les dépenses prévues par le Secrétaire général (Doc. A/2647) s'élèvent à 46.821.300 dollars; les recettes à 6.773.100 dollars, ce qui laisse un montant net de dépenses de 40.048.200 dollars. Les prévisions budgétaires sont inférieures de 1.005.810 dollars aux prévisions pour 1954 qui s'élevaient à 47.827.110 dollars.

Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné les prévisions du Secrétaire général et il a rédigé un rapport (Doc. A/2688) où il recommande une réduction totale de 420.550 dollars. Ces propositions de réduction ramèneraient les prévisions budgétaires brutes pour 1955, à 46.400.750 dollars.

39. Nominations aux postes devenus vacants dans les organes subsidiaires de l'Assemblée générale

a) Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Le mandat de trois des neuf membres du Comité expire chaque année. Ces mandats sont renouvelables. Le Comité est actuellement formé des membres suivants: MM. Thannassis Aghnides (Grèce), président; Rafik Asha (Syrie), Carlos Blanco (Cuba), Eduardo Carrizosa (Colombie), I. V. Chechektin (U.R.S.S.), Arthur H. Clough (Royaume-Uni), André Ganem (France), William O. Hall (Etats-Unis) et G. R. Kamat (Inde).

Les mandats de MM. Aghnides, Carrizosa et Chechektin viennent à expiration à la fin de 1954.

b) Comité des contributions

Le mandat des membres de ce Comité est renouvelable par rotation. Les membres peuvent être réélus. Les dix membres actuels du Comité sont: MM. K. E. Book (Suède), S. M. Burke (Pakistan), René Charron (France), Arthur H. Clough (Royaume-Uni), Arthur S. Lall (Inde), Jiri Nosek (Tchécoslovaquie), Stuart A. Rice (Etats-Unis), José Saenz (Mexique), G. F. Saksin (U.R.S.S.) et O. Strauch (Brésil).

Le mandat de MM. Charron, Lall, Saenz et Saksin vient à expiration à la fin de 1954.

c) Comité des Commissaires aux comptes

Ce Comité est composé de trois membres. A chacune de ses sessions ordinaires, l'Assemblée désigne un commissaire qui entre en fonctions le 1^{er} juillet de l'année suivante pour une durée de trois ans. Cette année l'Assemblée procédera au remplacement du Commissaire aux comptes du Danemark.

d) Comité des placements: confirmation de la nomination faite par le Secrétaire général

Le Comité des placements se compose de trois membres nommés par le Secrétaire général après consultation avec

le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Cette nomination est sujette à l'approbation de l'Assemblée. Les membres actuels sont: MM. Ivar Rooth, directeur du Fonds monétaire international; Jacques Rueff, gouverneur honoraire de la Banque de France, et Leslie Rounds, premier vice-président de la Federal Reserve Bank of New-York. Il faudra pourvoir au remplacement de M. Rounds dont le mandat de trois ans est venu à expiration.

e) Tribunal administratif des Nations Unies

Le Tribunal est formé de sept membres désignés par l'Assemblée générale pour trois ans. Les membres présents du Tribunal sont: M. Djalal Abdoh (Iran), Mme Paul Bastid (France), Lord Crook (Royaume-Uni), MM. Homero Viteri-Lafronte (Equateur), Jacob Mark Lashly (Etats-Unis), Omar Loutfi (Égypte) et Bror Arvid Sture Petren (Suède).

Le mandat de MM. Petren et Viteri-Lafronte expire à la fin de 1954.

f) Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies

Aucun mandat ne vient à expiration dans la composition du Comité. La question est portée à l'ordre du jour pour le cas où une démission surviendrait à la fin de 1954.

40. Siège de l'Organisation des Nations Unies: Rapport du Secrétaire général (Résolution 765 [VIII] du 27 novembre 1953)

Le rapport du Secrétaire général sera publié ultérieurement.

41. Barème de répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies: Rapport du Comité des contributions (Résolution 765 [VIII] du 27 novembre 1953)

Les Etats Membres contribuent aux dépenses de l'Organisation des Nations Unies d'après un barème fixé chaque année par l'Assemblée générale sur la recommandation de son Comité des contributions. Ce rapport n'a pas encore été publié.

42. Rapport du Comité de négociation des fonds extra-budgétaires (Résolution 759 [VIII] du 5 octobre 1953)

Certains des travaux de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées sont financés par les contributions volontaires de gouvernements membres. Il s'agit des travaux du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, du Programme élargi d'assistance technique, de l'Agence des Nations Unies pour la reconstruction de la Corée et de l'Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine. L'Assemblée a de nouveau demandé à son Président de nommer un Comité de négociation des fonds extra-budgétaires afin d'aider à obtenir des fonds pour financer ces programmes spéciaux non prévus au budget ordinaire. Le Président a nommé un Comité composé de l'Australie, du Canada, du Chili, de la Colombie, de la France, du Liban, du Pakistan, du Royaume-Uni et des Etats-Unis.

Le rapport du Comité n'a pas encore été publié.

43. Coordination, sur le plan administratif et budgétaire, de l'action de l'Organisation des Nations Unies et de celle des institutions spécialisées: Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Un rapport séparé sur les budgets de huit institutions spécialisées, pour 1955, sera soumis ultérieurement. Dans

son deuxième rapport à la neuvième session (Doc. A/2688), le Comité consultatif indique que le total des huit budgets tels qu'ils ont été soumis et approuvés s'élève à 38.066.705 dollars, ce qui fait, avec les prévisions budgétaires soumises par les Nations Unies, un total de 84.888.005 dollars.

44. Révision des méthodes de vérification des comptes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées : Rapports du Secrétaire général et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (Résolution 768 [VIII] du 27 novembre 1953)

L'étude de cette question avait été renvoyée par l'Assemblée générale de sa huitième à sa neuvième session. Ces rapports avaient été demandés par l'Assemblée lors de sa septième session. L'Assemblée avait estimé que le système actuellement en vigueur pour la vérification des comptes n'était peut-être pas celui qui permettrait de répondre à la manière la plus appropriée ou la plus efficace aux besoins accrus de l'Organisation.

45. Rapports de vérification des comptes concernant les dépenses de fonds du compte spécial de l'Assistance technique effectuées par les institutions spécialisées (Résolution 519 A [VI] du 12 janvier 1952)

En 1952, l'Assemblée avait approuvé les dispositions d'ordre financier acceptées par le Conseil économique et social concernant l'allocation de fonds versés au titre du Programme élargi d'Assistance technique. En vertu de ces dispositions, 10 millions de dollars reçus pendant le deuxième exercice financier ont été répartis entre les différentes organisations participantes. Le reliquat a été versé au compte spécial par le Bureau de l'Assistance technique.

Les rapports de vérification des comptes concernant ce point de l'ordre du jour portent sur les dépenses effectuées par les institutions spécialisées de fonds prélevés sur ce compte spécial.

46. Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies :

a) Rapport annuel du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Le rapport (Doc. A/2659) fait ressortir que le capital de la Caisse au 31 décembre 1953, s'élevait à 37.445.031,83 dollars. L'excédent des recettes sur les dépenses pour l'année l'élevait à 8.066.597,81 dollars. Le montant total des dépenses pour l'année s'est élevé à 1.520.737,65 dollars dont 1.376.373,06 dollars au titre de prestations de départ.

b) Reconnaissance par les institutions spécialisées de la juridiction du Tribunal administratif des Nations Unies pour les affaires relatives à des recours invoquant l'inobservation des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies : Rapport du Secrétaire général (Résolution 771 [VIII] du 27 novembre 1953)

Le rapport du Secrétaire général n'a pas encore été publié.

c) Affiliation du personnel de la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies : Rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (Résolution 773 [VIII] du 27 novembre 1953)

Le rapport du Comité mixte (Doc. A/2664) propose un amendement au règlement du Fonds de pensions qui permettrait à la CIOIC de devenir membre du Fonds, sans droit de vote au Comité mixte et à son Comité permanent.

d) Révision du règlement administratif de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies : Rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

On trouvera le règlement révisé dans le document A/2690.

47. Régime des indemnités versées aux membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires de l'Assemblée générale ou d'autres organes des Nations Unies : Rapports du Secrétaire général et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (Résolution 775 [VIII] du 27 novembre 1953)

Le rapport du Secrétaire général (Doc. A/2687) contient des propositions pour le paiement d'honoraires à des rapporteurs spéciaux et aux membres de la Commission du droit international, du Comité central permanent de l'opium et de l'Organe de contrôle des stupéfiants. Le maximum des honoraires serait fixé à 1.500 dollars par an. Quant aux indemnités payées aux membres de groupes d'experts pour leur participation aux séances, le taux en vigueur ne serait pas modifié.

Le rapport du Comité consultatif (Doc. A/2688) est d'accord avec cette dernière recommandation du Secrétaire général, mais ajoute qu'il ne devrait pas y avoir d'exception à ce système de paiements. Le Comité ne partage pas l'opinion du Secrétaire général en ce qui concerne le paiement d'honoraires mais partage l'opinion exprimée dans la résolution 677 (VII) de l'Assemblée qu'aucune nomination de cette nature (Rapporteur d'un organe des Nations Unies) ne doit donner lieu à rémunération.

48. Indemnités accordées par le Tribunal administratif des Nations Unies : Avis consultatif de la Cour internationale de Justice (Résolution 785 A [VIII] du 9 décembre 1953)

Lorsqu'en décembre 1953, l'Assemblée avait considéré une demande d'ouverture d'un crédit supplémentaire de 179.420 dollars pour le versement des indemnités accordées par le Tribunal administratif des Nations Unies à l'occasion du renvoi de onze membres du Secrétariat, elle avait décidé de soumettre à la Cour internationale de Justice, pour avis consultatif, la question de savoir i) si l'Assemblée générale a le droit pour une raison quelconque de refuser d'exécuter un jugement du Tribunal accordant une indemnité à un fonctionnaire des Nations Unies à l'engagement duquel il a été mis fin sans l'assentiment de l'intéressé et ii) dans l'affirmative, quels sont les principaux motifs sur lesquels l'Assemblée peut se fonder pour exercer légitimement ce droit.

L'avis consultatif de la Cour a été rendu le 13 juillet 1954. Par 9 voix contre 3, la Cour a répondu que l'Assemblée générale n'a pas le droit pour une raison quelconque de refuser d'exécuter un jugement du Tribunal administratif des Nations Unies accordant une indemnité à un fonctionnaire des Nations Unies à l'engagement duquel il a été mis fin sans l'assentiment de l'intéressé. Par suite de la réponse négative à la première question, la Cour n'avait pas à examiner la seconde.

49. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa sixième session

La sixième session de la Commission du droit international s'est tenue à Paris du 3 juin au 28 juillet 1954.

Son rapport (Doc. A/CN.4/88) porte sur trois points principaux :

a) Projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité

A la requête de l'Assemblée, la Commission avait rédigé un projet de code mettant hors la loi certaines pratiques en tant que crimes internationaux et l'avait soumis à l'Assemblée en 1951. Les gouvernements avaient été invités à faire connaître leur opinion sur ce projet. Après étude de ces réponses la Commission, à sa dernière session, a révisé certains articles du projet. Celui-ci comporte actuellement quatre articles définissant comme « crimes de droit international » le fait d'organiser ou d'encourager l'agression ; le fait d'entreprendre ou d'encourager des activités visant à fomenter la guerre civile dans un autre Etat et, « les actes inhumains » commis contre des éléments de la population civile par les autorités d'un Etat ou par des particuliers agissant à l'instigation de ces autorités ou avec leur consentement. (Voir document A/CN.4/88, pages 33 à 35 pour texte complet.)

b) Régime de la mer territoriale

Poursuivant les travaux entrepris depuis 1951, la Commission avait adopté un certain nombre de projets d'articles sur des questions telles que le caractère juridique de la mer territoriale, la délimitation des mers territoriales et du droit de passage inoffensif dans la mer territoriale. (Voir pour texte complet, le document ci-dessus mentionné, pages 39 à 65.)

La Commission n'a pas adopté d'article sur la largeur de la mer territoriale par suite des opinions divergentes émises (3, 4, 6 ou 12 milles ou reconnaissance du droit de chaque Etat souverain de fixer lui-même la largeur de la mer territoriale). « Il sera impossible, dit la Commission, d'arriver à un accord si nul n'est prêt à faire des concessions. » Dans ces conditions, la Commission espère que les réponses des gouvernements lui permettront de formuler plus aisément des propositions concrètes pour résoudre le problème.

c) La nationalité, y compris l'apatridie

La Commission a révisé, cette année, certains articles de deux textes qui avaient été préparés récemment — le projet de convention sur l'élimination de l'apatridie dans l'avenir et le projet de convention sur la réduction du nombre des cas d'apatridie dans l'avenir — à la lumière des commentaires des gouvernements. La Commission demande à l'Assemblée de décider si la préférence devrait être donnée à l'un ou à l'autre texte.

En ce qui concerne les cas actuels d'apatridie, la Commission a adopté certaines propositions « que les gouvernements voudront peut-être prendre en considération lorsqu'ils se proposeront de résoudre cet urgent problème ».

La Commission a également commencé la codification de la question des « relations et immunités diplomatiques » ainsi que le lui avait recommandé l'Assemblée. Elle a désigné M. A. E. F. Sandstrom (Suède) comme rapporteur spécial pour cette question. Elle a également adopté une résolution demandant au Secrétaire général de prendre toutes mesures appropriées afin d'établir une coopération plus étroite entre elle-même et les organismes interaméricains dont la tâche est le développement et la codification du droit international.

50. Juridiction criminelle internationale : Rapport du Comité de 1953 pour une juridiction criminelle internationale (Résolution 687 [VII] du 5 décembre 1952)

L'idée de la création d'un organe judiciaire international

chargé de certains crimes du droit des gens, a été discutée en 1948 par l'Assemblée lorsqu'elle a examiné le crime de génocide. L'Assemblée avait demandé à la Commission du droit international d'examiner s'il était souhaitable et possible de créer un tel organe. La Commission ayant répondu dans un sens favorable l'Assemblée avait, en 1950, chargé un Comité spécial de formuler des propositions. Ce Comité avait soumis l'année suivante un projet de statut et l'opinion des gouvernements avait été sollicitée.

En 1952, l'Assemblée, considérant qu'il était nécessaire de poursuivre l'étude des problèmes relatifs à cette question, avait créé un nouveau Comité qui devait se réunir en 1953 pour examiner les incidences et les conséquences de la création d'une Cour criminelle internationale et examiner à nouveau le projet de statut. Ce Comité devait soumettre son rapport à la neuvième session de l'Assemblée.

Le Comité de 1953 pour une juridiction criminelle internationale a établi un projet révisé de statut pour une Cour criminelle internationale qui jugerait des personnes — chefs d'Etats, fonctionnaires ou simples particuliers — accusées de crimes « de droit international généralement reconnus ». Cette Cour se composerait de 15 juges de nationalités différentes. Le nouveau projet de statut fixe les droits de l'accusé ; détermine les conditions dans lesquelles la Cour peut délivrer des mandats d'arrêt et suggère une procédure pour l'élection des juges. (Voir Doc. A/2645.)

Les membres du Comité se sont trouvés divisés sur l'opportunité de cette proposition mais ils ont estimé d'un commun accord que le moment était venu pour l'Assemblée générale de décider quelles mesures devraient être prises en vue de l'établissement d'une Cour criminelle internationale.

51. Question de la définition de l'agression : Rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression (Résolution 688 [VII] du 20 décembre 1952)

L'Assemblée sera saisie du rapport (Doc. A/2638) rédigé en septembre 1953 par le Comité spécial pour la question de la définition ainsi que des observations communiquées par les gouvernements au sujet de ce rapport. (Doc. A/2689.)

Les Nations Unies ont commencé l'étude de cette question en 1950 lorsque l'Assemblée générale renvoya à la Commission du droit international une proposition soviétique en vue de la définition de la notion d'agression. La Commission examina la question l'année suivante mais dans son rapport à l'Assemblée elle ne soumit pas une définition précise de l'agression. En janvier 1952, l'Assemblée invita le Secrétaire général à lui soumettre un rapport contenant une étude approfondie de la question.

A sa session suivante, l'Assemblée après avoir examiné le rapport du Secrétaire général, décida, en décembre 1952, de créer un Comité spécial de quinze membres et le chargea de lui présenter à sa neuvième session (1954) « des projets de définition de l'agression ou des projets d'exposé de la notion de l'agression ».

Lorsque le Comité se réunit au Siège des Nations Unies du 24 août au 21 septembre 1953, certains de ses membres se déclarèrent en faveur d'une définition générale de l'agression, d'autres soutinrent qu'il serait préférable d'adopter une liste des actes devant être condamnés, d'autres enfin se prononcèrent en faveur d'une définition « mixte » qui commencerait par un texte conçu en termes généraux et énoncerait les caractéristiques des actes d'agression. Le Comité décida de ne pas voter sur les divers projets de résolution qui lui étaient soumis et plutôt de

les transmettre tels quels aux Etats membres et à l'Assemblée.

Ces projets (qui figurent en annexe du document A/2638) comprennent une proposition de l'U.R.S.S. qui contient une liste précise d'actions constituant une agression; un document de travail soumis par le Mexique visant à modifier le projet de l'U.R.S.S.; deux documents de travail soumis par la Chine, contenant une déclaration générale de l'agression, accompagnée d'exemple précis et un projet de résolution; enfin, un projet de résolution de la Bolivie aux termes duquel l'Assemblée considérerait comme nécessaire de définir « certains actes d'agression ».

Le rapport du Comité fut distribué aux Etats Membres et, au 30 juillet, le Secrétaire général avait reçu des réponses de dix d'entre eux. Celles-ci sont contenues dans le document A/2689.

52. L'avenir du Territoire sous tutelle du Togo sous administration britannique : Question proposée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Dans un mémoire explicatif (Doc. A/2660) le Gouvernement du Royaume-Uni indique qu'en vertu d'un accord de tutelle passé avec les Nations Unies, il administre le Togo comme partie intégrante du Territoire limitrophe de la Côte de l'Or. Cependant, lit-on dans le mémoire, la Côte de l'Or a maintenant atteint, dans son évolution constitutionnelle, « l'étape qui précède l'indépendance ». Lorsque la Côte de l'Or deviendra seule maîtresse de ses affaires, ce qui sera le cas dans un avenir prévisible, il sera constitutionnellement impossible pour le Gouvernement du Royaume-Uni d'administrer le Territoire sous tutelle comme partie intégrante de la Côte de l'Or.

Le Gouvernement du Royaume-Uni propose en conséquence d'abroger l'Accord et suggère que les Nations

Unies s'informent des vues des habitants du Territoire sous tutelle touchant le statut futur du Territoire. Le Royaume-Uni se déclare disposé à accepter toute mesure pratique que pourra proposer l'Assemblée générale pour s'assurer des vues des habitants du Territoire. Il propose en outre de charger le Conseil de tutelle d'en rechercher les moyens et de faire le rapport à ce propos à l'Assemblée.

53. Organisation du Secrétariat : Question proposée par le Secrétaire général

Dans l'Introduction aux prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1955, le Secrétaire général annonce qu'il soumettra à l'Assemblée un rapport spécial sur les travaux d'un Comité qui, depuis la dernière session de l'Assemblée, a entrepris un examen approfondi de l'effectif du Siège des Nations Unies à New-York. L'enquête de ce groupe a porté sur trois domaines principaux : i) le caractère et l'importance des fonctions organiques et administratives que le personnel du Secrétariat doit remplir pour assurer le service de l'Assemblée générale, des Conseils et des autres organes subsidiaires et pour exécuter les programmes de travail de ces organes; ii) la structure générale du Secrétariat et la façon dont il conviendrait de grouper les différents éléments qui constituent les départements et services; iii) l'effectif et la répartition par catégorie du personnel dont le Secrétariat a besoin pour s'acquitter de ses responsabilités essentielles.

54. Administration du personnel des Nations Unies : Question proposée par le Secrétaire général

Le Secrétaire général présentera un rapport provisoire sur différentes mesures administratives dont il veut informer l'Assemblée ainsi que sur les effets des amendements apportés au Règlement du personnel, amendements qui ont été adoptés par l'Assemblée à sa huitième session.

LISTE SUPPLEMENTAIRE DE QUESTIONS

1. Traduction en arabe de certains documents officiels de l'Assemblée générale, en application de l'article 59 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale : Question proposée par l'Arabie saoudite, l'Egypte, l'Irak, le Liban, la Syrie et le Yémen

Dans un mémoire explicatifs (Doc. A/2680), les six délégations susmentionnées font état de l'article 59 du Règlement intérieur de l'Assemblée qui dispose que : « Les documents de l'Assemblée générale, de ses Commissions et de ses Sous-Commission seront publiés dans n'importe quelle langue non officielle, si l'Assemblée en décide ainsi. »

Elles soulignent que l'arabe est parlé dans une grande partie du Proche et du Moyen-Orient et que « les populations de langue arabe sont parmi celles qui s'intéressent plus particulièrement à l'œuvre des Nations Unies... Si elles avaient à leur disposition, dans une langue qu'elles puissent comprendre, les principaux documents et publications des Nations Unies, la conscience qu'elles ont des problèmes de leur région et la contribution qu'elles apportent à leur solution s'en trouveraient considérablement accrues ».

Les six délégations estiment que les documents des Nations Unies qu'il conviendrait de publier les premiers sont ceux qui passent en revue l'activité de l'Organisation prise dans son ensemble et où sont incorporés ses décisions définitives, tels, par exemple, les rapports du Secrétaire

général, les rapports annuels des trois Conseils de l'Assemblée générale, les résolutions des principaux organes. Il conviendrait en outre de publier en arabe tous les rapports relatifs aux problèmes particuliers de la région où l'on parle cette langue et aux problèmes généraux qui intéressent cette région.

2. Questions marocaine : Question proposée par l'Afghanistan, l'Arabie saoudite, la Birmanie, l'Egypte, l'Inde, l'Indonésie, l'Irak, l'Iran, le Liban, le Pakistan, les Philippines, la Syrie, la Thaïlande et le Yémen

Dans un mémoire explicatif, les quatorze Etats proposant cette question (Doc. A/2682) déclarent qu'en dépit des recommandations formulées par l'Assemblée générale le 19 décembre 1952, le Gouvernement français « n'a pris aucune mesure efficace pour favoriser le respect des libertés fondamentales du peuple marocain et développer ses libres institutions politiques. En réalité, la politique suivie n'a fait qu'aggraver la situation au Maroc ».

La question du Maroc fut à nouveau examinée par l'Assemblée lors de sa huitième session mais celle-ci n'adopta pas de résolution. Les quatorze Etats expriment l'espoir que l'Assemblée jugera utile d'examiner à nouveau cette question à sa neuvième session « dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales et de manière que le droit du peuple marocain de décider de son propre sort trouve rapidement une expression dans les faits ».

3. Question tunisienne : question proposée par l'Afghanistan, l'Arabie saoudite, la Birmanie, l'Egypte, l'Inde, l'Indonésie, l'Irak, l'Iran, le Liban, le Pakistan, les Philippines, la Syrie, la Thaïlande et le Yémen

Ces quatorze délégations déclarent dans le mémoire explicatif (Doc. A/2683) que le Gouvernement français, « loin de prendre aucune mesure efficace pour mettre en œuvre les recommandations sans équivoque de l'Assemblée générale... a imposé un certain nombre de prétendues « réformes » incompatibles avec les aspirations du peuple tunisien ».

La question tunisienne — de même que la question marocaine — a été examinée par l'Assemblée à nouveau à sa huitième session, mais aucune résolution n'a été adoptée. Les quatorze Etats soutiennent que la situation en Tunisie constitue une menace à la paix du monde et que pour cette raison ils la soumettent à nouveau à l'attention de l'Assemblée afin que celle-ci « puisse examiner les mesures qu'appelle un règlement pacifique et pour que le droit du peuple tunisien de décider de son propre sort trouve rapidement une expression dans les faits ».

4. Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme : Question proposée par le Conseil économique et social (résolution du Conseil économique et social 545 B [XVIII] en date du 29 juillet 1954 et 547 G [XVIII] en date du 12 juillet 1954)

A sa dixième session, le printemps dernier, la Commission des droits de l'homme a terminé la préparation de deux projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, portant l'un sur les droits civils et politiques, l'autre sur les droits économiques, sociaux et culturels. (Doc. E/2573, Annexe I.) La rédaction de ces instruments a formé l'essentiel des travaux de la Commission depuis mars 1949, après que celle-ci eût achevé la Déclaration universelle des droits de l'homme.

La Commission a soumis les textes des deux projets de pactes au Conseil économique et social, siégeant en sa dix-huitième session, et celui-ci a décidé de les transmettre à l'Assemblée générale en y joignant le rapport de la Commission et le procès-verbal des discussions du Conseil sur ce sujet. Le Conseil a en outre attiré l'attention de l'Assemblée sur une suggestion de la Commission en vertu de laquelle l'Assemblée procéderait à deux lectures des projets de pactes lors de deux sessions consécutives. Le laps de temps intervenu entre les deux lectures permettrait aux gouvernements de poursuivre leurs négociations, ce qui contribuerait éventuellement à augmenter le nombre des ratifications.

Le Conseil a laissé à l'Assemblée le choix entre diverses propositions concernant la recevabilité ou l'irrecevabilité des réserves aux projets de pactes. Le Conseil s'est borné également à communiquer à l'Assemblée une proposition de la Commission de la condition de la femme touchant l'inscription, dans le pacte relatif aux droits civils et politiques, d'une clause portant sur les droits égaux des hommes et des femmes en ce qui concerne le mariage et le divorce.

5. La condition de la femme en droit privé : coutumes, anciennes lois et pratiques portant atteinte à la dignité de personne humaine de la femme : Question proposée par le Conseil économique et social (résolution 547 II [XVIII] du Conseil économique et social, en date du 12 juillet 1954)

Sur la recommandation de la Commission de la condition de la femme, le Conseil économique et social, à sa dix-huitième session, a adopté une résolution visant à

libérer les femmes des coutumes et anciennes lois contraires aux principes établis par la Charte et la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Aux termes de ce projet, le Conseil invite l'Assemblée générale et le Conseil de tutelle à prendre des mesures appropriées pour assurer à la femme la pleine liberté de choisir un conjoint ; pour abolir certaines pratiques encore en usage dans certains territoires telles que la dote (*bride price*) et le mariage des enfants.

6. Modifications au règlement intérieur de l'Assemblée générale : proposition d'un nouvel article concernant les rectifications de vote : Question proposée par la France

Dans un mémoire explicatif, la délégation française fait remarquer que l'on trouve une lacune dans le règlement intérieur de l'Assemblée concernant la proclamation du résultat des votes. En effet, il n'existe aucune disposition indiquant qu'une fois le résultat des votes annoncé, les rectifications demandées par les délégués ne peuvent modifier les résultats proclamés.

Afin de remédier à cette omission, la délégation française propose d'ajouter au règlement intérieur de l'Assemblée un nouvel article qui serait ainsi rédigé : « Le résultat des délibérations de l'Assemblée générale est proclamé par le Président en ces termes : « l'Assemblée générale a adopté... » ou « l'Assemblée générale n'a pas adopté... ». Les délégués peuvent rectifier leurs votes immédiatement après le scrutin, mais en aucun cas les rectifications ne peuvent modifier le résultat qui vient d'être proclamé ». Cet article pourrait être introduit dans le règlement après l'article 91, suggère la délégation française.

7. Question de l'Irian occidental (Nouvelle-Guinée occidentale) : Question proposée par l'Indonésie

Dans un mémoire explicatif (Doc. A/2694), le Gouvernement indonésien déclare que, lors de la Conférence de la table ronde qui s'est tenue à La Haye en 1949, où l'indépendance et la souveraineté de l'Indonésie ont été reconnues par le Gouvernement néerlandais, le problème du statut politique de la Nouvelle-Guinée occidentale avait été laissé en suspens. Depuis, la question n'a pas encore été réglée.

L'industrie déclare que la Nouvelle-Guinée occidentale fait partie de l'Indonésie et « qu'aussi longtemps qu'on ne donnera pas de solution au problème de cette survivance du régime colonial hollandais en Indonésie, la paix et la sécurité de cette région du monde continueront d'en subir la menace latente ».

8. Application à l'égard de la population de l'île de Chypre, sous les auspices des Nations Unies, du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes : Question proposée par la Grèce

Dans un mémoire explicatif (A/2703) le Gouvernement grec déclare que le Gouvernement du Royaume-Uni s'est toujours refusé à discuter l'avenir politique de Chypre dont la population, dans sa très grande majorité, désire être rattachée à la Grèce qu'elle considère comme sa mère-patrie. La Grèce demande qu'il soit permis à la population de l'île de Chypre de s'exprimer sur son avenir en toute liberté et sous les auspices des Nations Unies. Elle exprime l'espoir que ce recours donnera la solution satisfaisante d'une question qui est de nature à « compromettre les relations amicales » ayant jusqu'ici existé entre la Grèce et le Royaume-Uni et à « nuire au bien général » de la communauté internationale.

9. Plainte de l'Union birmane pour agression commise contre elle par le Gouvernement de la République de Chine : Question proposée par la Birmanie

Dans une résolution en date du 8 décembre 1953, l'Assemblée générale a constaté qu'une évacuation limitée d'éléments des « forces étrangères » de Birmanie était en cours et a invité instamment les intéressés à poursuivre leurs efforts en vue de l'évacuation ou de l'internement de ces forces étrangères et de la remise de toutes les armes. Le Gouvernement de la Birmanie était invité à rendre compte de l'évolution de la situation à l'Assemblée générale.

En proposant l'inscription de ce point à l'ordre du jour, le Gouvernement de la Birmanie déclare qu'il serait opportun de présenter à la neuvième session de l'Assemblée le rapport que cette dernière a demandé.

10. Projet d'articles relatifs au plateau continental : Question proposée par le Brésil, la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, le Libéria, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Dans leur mémoire explicatif (Doc. A/2706), ces gouvernements font savoir qu'il serait souhaitable que l'Assemblée examine et s'efforce de résoudre un à un les nombreux aspects de la question très générale et très vaste du régime de la haute mer et du régime des eaux territoriales au fur et à mesure que la Commission du droit international aura achevé l'étude de chacun de ces aspects. Il semble que cette façon de voir concorde avec celle de la Commission du droit international elle-même qui a recommandé l'examen de son projet d'articles relatifs au plateau continental et aux pêcheries, ajoutent ces gouvernements. Les projets d'articles sur le plateau continental ont été rédigés par la Commission en 1953. L'Assemblée a toutefois décidé à sa huitième session de ne traiter aucun des aspects de la question du régime de la haute mer et des eaux territoriales tant que tous les problèmes relevant de ces domaines n'auraient pas été étudiés par la Commission. Entre-temps, soulignent les auteurs du mémoire, il semble que les litiges internationaux relatifs au régime de la haute mer et au régime des eaux territoriales croissent en nombre et en intensité. La nécessité de convenir de solutions à donner à ces problèmes ou à certains d'entre eux, apparaît donc, selon eux, très clairement.

11. Développement économique des pêcheries et question de la conservation des ressources en poisson et de la réglementation de la pêche : Question proposée par le Brésil, la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, le Libéria, les Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Turquie

Dans leur mémoire explicatif, ces gouvernements rappellent que la Commission du droit international a élaboré quelques articles sur les pêcheries. Mais ces articles portent sur l'aspect juridique de la question et il est nécessaire de trouver une solution à certains problèmes tech-

niques. Ces gouvernements demandent donc à l'Assemblée de réunir des experts ou de renvoyer la question à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture afin de connaître l'opinion des spécialistes sur les problèmes d'ordre économique et technique que pose la pêche. Ils estiment qu'un délai risquerait d'accroître et d'aggraver les litiges relatifs aux pêcheries.

12. Admission du Laos et du Cambodge dans l'Organisation des Nations Unies : Question proposée par l'Australie

Dans un mémoire explicatif, le Gouvernement de l'Australie souligne que son initiative n'affecte en rien les autres demandes d'admission à l'Organisation au sujet desquelles une décision favorable n'a pas encore été prise. Le Gouvernement australien rappelle que les signataires de la Déclaration finale de la Conférence de Genève ont exprimé leurs convictions que la mise en œuvre des accords conclus à la Conférence permettrait au Laos et au Viet-nam d'assurer désormais, en pleine indépendance et souveraineté, leur rôle dans la communauté pacifique des Nations. Le Viet-nam ne figure pas dans la liste des Etats avancée par le Gouvernement australien pour la raison, déclare ce dernier, que les accords de Genève reconnaissent sans ambiguïté qu'il n'y aura pas de règlement pacifique définitif dans ce pays avant le mois de juillet 1956, époque à laquelle des élections générales doivent avoir lieu.

Aux termes d'un projet de résolution joint au mémoire, l'Assemblée générale déclarerait que le Laos et le Cambodge doivent être admis à l'Organisation des Nations Unies.

13. Création d'une réserve mondiale de produits alimentaires : Question proposée par le Costa-Rica

Dans un mémoire explicatif, le Gouvernement de Costa-Rica propose la création d'une réserve mondiale de produits alimentaires « qui assumerait la responsabilité de nourrir l'entière population du globe » et qui aurait pour tâche principale d'assurer une répartition satisfaisante des denrées alimentaires dans le monde. L'organisme créé à cette fin devrait 1) éviter une diminution de la production et favoriser une augmentation de la consommation; 2) favoriser les échanges d'excédents régionaux et saisonniers; 3) encourager, en tenant compte des exigences de l'économie de chaque pays, le transfert de la production dans les régions où elle peut se faire d'une façon plus économique et plus efficace; 4) faire face aux disettes désastreuses dont peut souffrir temporairement une partie de la population du globe.

L'organisme devrait accumuler les disponibilités existantes et les réserves seraient utilisées comme masse de manœuvre et de réserve en cas de pénurie ou pour stabiliser les prix. Cela permettrait aux pays de recourir à cette réserve en cas de mauvaises récoltes et assurerait aux producteurs agricoles une rémunération équitable de leur travail. Ils pourraient en conséquence mettre en œuvre des programmes d'augmentation de la production.